Le Burundi instaure une Journée de la Solidarité Nationale

@rib News,Â 14/11/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Suite Ã de nombreuses crises sociopolitiques qui ont crÃ©Ã© beaucoup de personnes dÃ©munies et Ã des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques causant des dÃ©gÃ¢ts Ã©normes, le gouvernement a dÃ©cidÃ© de crÃ©er une JournÃ©e dÃ©diÃ©e Ã la solidaritÃ© nationale. [PhotoÂ : Pascal Barandagiye, mi burundais de l'IntÃ©rieur et de la Formation Patriotique.]

La dÃ©cision a Ã©tÃ© prise lors d'un conseil des Ministres tenu vers la fin de la semaine derniÃ¨re au cours duquel le projet de dÃ©cret portant instauration de cette JournÃ©e a Ã©tÃ© adoptÃ©. Selon Pascal Barandagiye, ministre de l'IntÃ©rieur et de Formation Patriotique, suite Ã ces diffÃ©rentes crises et Ã ces catastrophes naturelles, le gouvernement a dÃ» lancer des appels Ã la solidaritÃ© locale Ã laquelle les populations mobilisÃ©es ont toujours rÃ©pondu positivement avec des contribution impressionnantes. "Ce projet tend donc Ã favoriser l'enracinement de cette culture d'entraide Ã travers l'organisation d'une JournÃ©e de solidaritÃ© nationale pour une bonne coordination de la collecte des contributions y relatives", a expliquÃ© le ministre Pascal Barandagiye. Il a Ã©tÃ© dÃ©cidÃ© alors de placer cette JournÃ©e le dernier samedi du mois de juillet de chaque annÃ©e, avec possibilitÃ© toutefois d'organiser d'autres journÃ©es de collectes d'aides en dehors de cette JournÃ©e spÃ©ciale. D'aucuns disent que cette dÃ©cision d'instaurer une JournÃ©e de SolidaritÃ© Nationale rentrerait aussi dans la logique du gouvernement de chercher Ã ne plus trop dÃ©pendre de l'extÃ©rieur pour le financement de ses projets de dÃ©veloppement du pays. L'on se rappellera que bon nombre des partenaires techniques et financiers ont dÃ©cidÃ© de geler leurs coopÃ©rations avec le gouvernement depuis la crise socio-politico sÃ©curitaire dÃ©butÃ©e vers la fin du mois d'avri 2015 avec la dÃ©signation du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã sa propre succession. L'opposition et certains frondeurs du parti au pouvoir, le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces de DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD-FDD), ont rejetÃ© cette dÃ©signation qu'ils ont qualifiÃ©e d'anticonstitutionnelle par le fait que, disaient-ils, le mandat du PrÃ©sident de la RÃ©publique est de 5 ans avec possibilitÃ© de se faire encore Ã©lire une seule fois pour 5 ans aussi. Le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a Ã©tÃ© Ã©lu en 2005 et rÃ©Ã©lu en 2010 et a bÃ©nÃ©ficiÃ© de la confiance de son parti qui l'a pour la prÃ©sidentielle de 2015.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});